

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 24- Partie II - Les politiques et la mise en oeuvre des actions de l'Union
Partie B. L'action extérieure de l'Union
Chapitre 2. La politique commerciale commune

Déposée par Monsieur William ABITBOL

Qualité : - Suppléant

La politique commerciale commune

[Conv 685/03]

Article 24

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, ~~et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, les investissements étrangers directs~~, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.

Ajouter : Les biens culturels, la propriété intellectuelle et les investissements étrangers directs ne font pas partie de la politique commerciale commune de l'Union et restent dans le domaine de la libre coopération entre Etats-membres.

2. Le Parlement européen et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois-cadres européennes nécessaires pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune.
3. Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, les dispositions pertinentes de l'article 33 du présent Titre sont applicables. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.

Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations.

4. Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes.

5. L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.